



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

COMMUNIQUÉ

Nº 106

Le 25 mai 1987

CLOTURE DE LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE CAIRNS

À la conférence de presse marquant la clôture de la réunion ministérielle du Groupe de Cairns le 23 mai à Ottawa, le ministre du Commerce extérieur, Pat Carney, a félicité les membres du Groupe de Cairns d'avoir contribué à promouvoir l'objectif d'une libéralisation du commerce des produits agricoles.

Elle a mentionné que la réunion avait renforcé le consensus international de plus en plus vaste sur la nécessité d'une réforme fondamentale pendant les négociations d'Uruguay, ainsi que sur la nécessité d'engagements plus immédiats de réformes visant à atténuer la crise actuelle. Les ministres de Cairns ont endossé les résultats de la récente réunion ministérielle de l'OCDE à Paris, et invité les participants au prochain sommet de Venise à renforcer les engagements de l'OCDE. La réunion a également donné un élan aux négociations de Genève sur l'agriculture dans le cadre de la Ronde Uruguay. Mme Carney a en outre fait remarquer que les ministres s'étaient dit particulièrement préoccupés par la législation commerciale soumise au Congrès américain, ainsi que par la proposition de la Commission européenne d'introduire une taxe à la consommation des huiles et matières grasses.

On trouvera ci-joint le texte de la déclaration émise à la clôture de la Réunion ministérielle du Groupe de Cairns.

- 30 -

Canada

RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE DE CAIRNS

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Les ministres et les représentants des membres du Groupe de Cairns (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande et Uruguay) se sont réunis à Ottawa du 21 au 23 mai 1987. Des représentants des États-Unis, du Japon et des Communautés européennes ont assisté à la réunion à titre d'observateurs.

Le discours d'ouverture a été prononcé par le très honorable Brian Mulroney, premier ministre du Canada.

Les ministres passent en revue les développements internationaux qui ont eu un impact sur l'agriculture, en particulier le lancement d'une nouvelle ronde de négociations commerciales sous l'égide du GATT et les résultats de la réunion récente des ministres des pays de l'OCDE, et discutent des options qui s'offrent au Groupe pour l'avenir.

Les ministres remercient le Canada d'avoir offert de tenir la réunion et notent que cette initiative va dans le sens du ferme appui accordé par ce pays aux activités du Groupe depuis sa création et de l'engagement du Canada en faveur de la réforme du commerce agricole.

Les ministres notent que le Groupe de Cairns a accompli des réalisations notables dans les neuf mois qui ont suivi leur première réunion à Cairns, en Australie.

Le Groupe a joué un rôle crucial à la réunion ministérielle du GATT à Punta del Este (Uruguay) en septembre 1986 en faisant en sorte que, pour la première fois, les questions agricoles occupent l'avant-scène et qu'elles fassent l'objet d'un examen détaillé dans le contexte de négociations commerciales multilatérales.

En janvier 1987, au GATT à Genève, une structure de négociation viable a pu être mise en place, ce qui permettra de compléter les préparatifs de base et de soumettre des propositions de réforme du commerce agricole d'ici à la fin de 1987.

Les ministres notent en outre que la coopération au sein du Groupe et la concertation des positions se sont resserrées comme suite à la réunion de hauts fonctionnaires tenue à Bangkok (Thaïlande) en février 1987.

Depuis, plusieurs réunions productives ont eu lieu entre représentants des ambassades dans les capitales-clés pour discuter de l'évolution des politiques agricoles et commerciales dans les pays d'accueil. En outre, un système de contacts a été mis sur pied dans chaque pays membre du Groupe de Cairns pour assurer une communication opportune sur les questions d'intérêt commun.

Les ministres font observer que la coopération étroite entre les membres du Groupe a été particulièrement évidente durant la phase préparatoire critique des négociations à Genève.

Comme convenu à Bangkok, le Groupe s'est appliqué à isoler les problèmes fondamentaux liés au commerce agricole et leurs causes, et à identifier les principes de base qui doivent sous-tendre la négociation de réformes dans le cadre de la Ronde du GATT. Cette collaboration a eu un impact positif durant les discussions sur l'agriculture qui ont eu lieu à Genève en février.

Les ministres notent qu'il y a eu parallèlement des développements encourageants dans d'autres instances internationales.

Ils souscrivent aux propositions et à l'analyse offertes par le premier ministre de l'Australie à Davos (Suisse) en janvier et par le ministre du Commerce extérieur à la réunion à Lake Taupo en mars et dont le gouvernement de Nouvelle-Zélande a été l'hôte. Ces initiatives ont donné un souffle nouveau au débat sur la réforme du commerce.

Les ministres notent avec satisfaction que l'on reconnaît de plus en plus la nécessité urgente de réformes et, dans ce contexte, ils applaudissent aux résultats de vaste portée issus de la récente réunion ministérielle de l'OCDE à Paris durant laquelle les questions agricoles ont occupé une place de choix. Ils notent en outre que le communiqué de la réunion renferme un important ensemble de principes qui pourrait servir de base à la réforme agricole dans tous les pays. Les ministres conviennent qu'il faut prendre des mesures dans les meilleurs délais pour réduire les tensions mondiales dans le secteur agricole.

Ils savent gré aux ministres de l'OCDE d'avoir reconnu explicitement que des politiques de soutien excessif sont la cause même des distorsions qui nuisent sérieusement au commerce agricole. Ils voient dans cette reconnaissance une étape importante du développement de la volonté politique nécessaire, particulièrement dans les pays-clés de l'OCDE, si l'on veut traduire les déclarations relatives à

la réforme agricole en des engagements concrets en vue d'améliorer l'accès et d'éliminer progressivement toutes les formes de subvention qui nuisent au commerce.

Les ministres savent particulièrement gré à l'OCDE d'avoir reconnu l'impact des distorsions du commerce agricole sur les pays en développement. Les mesures destinées à supprimer les mesures qui faussent les échanges de produits de base amélioreront sensiblement les possibilités d'exportation des pays en développement qui dépendent de ces produits. Les ministres notent que ces mesures ont une importance toute particulière pour les pays dont la dette est très élevée.

Mais les ministres notent que l'actuelle volonté politique doit déboucher sur une véritable réforme dans le contexte de la Ronde Uruguay. À cet égard, ils se réjouissent de la décision des ministres de l'OCDE de poursuivre activement les négociations et de présenter sous peu des propositions globales de négociation.

Ils notent aussi que la réunion de Paris a retenu que la Déclaration de Punta del Este prévoit la conclusion rapide d'accords qui seraient appliqués sur une base provisoire ou définitive, et de façon concertée, avant l'achèvement des négociations. Ils considèrent que les

"premiers fruits" attendus de la Ronde du GATT devraient notamment englober les produits agricoles et tropicaux. Ils reconnaissent l'importance particulière du commerce des produits tropicaux pour un grand nombre de pays en développement.

Enfin les ministres saluent l'engagement des pays de l'OCDE de ne prendre aucune mesure qui stimulerait la production de produits excédentaires, ou qui isolerait davantage les marchés nationaux des marchés internationaux, d'agir de façon responsable dans l'écoulement des stocks excédentaires et d'éviter les pratiques commerciales conflictuelles et déstabilisatrices.

Les ministres conviennent qu'il est essentiel que les chefs de gouvernements du Sommet économique, à leur rencontre à Venise (Italie) en juin, accordent une haute priorité à l'agriculture pour renforcer les engagements de politique de l'OCDE et pour stimuler des négociations approfondies sur l'agriculture pendant la Ronde du GATT. Mais les ministres notent que, malgré l'intense activité agricole internationale pendant l'année, il y a eu détérioration des problèmes de baisse des cours et d'excédent de la production. Ils soulignent donc l'importance de maintenir l'élan politique visant la prise de mesures correctrices sur le court et le moyen termes pendant que se poursuivent les négociations au GATT.

Les ministres exhortent la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon à respecter l'esprit et la lettre des engagements prévus dans la Déclaration de Punta del Este et dans le communiqué du 13 mai de l'OCDE.

Tout en saluant les engagements de négocier une réforme du commerce des produits agricoles, les ministres notent quand même des signes préoccupants que de nouvelles mesures faussant les échanges sont envisagées par certains grands pays commerçants.

Par exemple, s'il y a lieu de se féliciter des signes positifs de réduction des mesures de soutien des prix par la Commission européenne, les ministres se disent sérieusement préoccupés par les propositions de la Commission européenne d'introduire une taxe à la consommation d'huiles et de gras de produits végétaux et marins. Ils sont d'avis qu'une telle mesure irait à l'encontre de l'engagement de statu quo adopté à Punta del Este. Ils notent qu'elle entraverait le commerce de plusieurs négociants loyaux et qu'elle risquerait de provoquer un différend commercial grave et déstabilisateur.

Aux États-Unis, la situation pourrait être encore plus sérieuse. Malgré les efforts de l'Administration pour réduire sensiblement les dépenses agricoles nettes, la législation commerciale protectionniste soumise au Congrès pourrait, si elle est adoptée, nuire aux partenaires loyaux, contrevenir aux obligations des États-Unis à l'égard du GATT et compromettre sérieusement les possibilités internationales de réforme.

Parmi ces projets de mesures américaines, les ministres mentionnent l'élargissement de la portée et du financement du Programme de valorisation des exportations, qui a déjà fait chuter les cours internationaux des céréales.

Les ministres invitent tous les pays à contrer ces pressions protectionnistes et à s'engager rapidement à instituer une trêve.

Dans ce contexte, les ministres discutent de la façon dont devraient se dérouler les négociations d'Uruguay sur l'agriculture.

Ils conviennent que des propositions de base pour les négociations devraient être présentées à Genève avant la fin de l'année. Les fonctionnaires devraient continuer la

préparation, de façon concertée, de propositions qui, après avoir été étudiées par leurs ministres respectifs, pourraient être présentées à Genève d'ici septembre.

Dans ce contexte, ils se réjouissent de l'intention des États-Unis de déposer une proposition de négociation à la réunion de juillet du Groupe de négociation du GATT sur l'agriculture.

Les ministres conviennent que les négociations de Genève devraient progresser à un rythme tel que, d'ici la fin de 1988, on aura pu convenir d'un programme international pour réformer et libéraliser le commerce international des produits agricoles. Entre temps, les ministres invitent tous les gouvernements à geler et à réduire les programmes de subventions qui faussent les échanges mondiaux, et à le faire le plus tôt possible de façon à assainir le climat de négociation.

Les ministres conviennent que les négociations devraient englober les grands objectifs suivants:

- L'inclusion de toutes les mesures qui affectent le commerce des produits agricoles.
- Une diminution rapide et substantielle des niveaux de soutien agricole qui faussent les mécanismes du marché.

- L'établissement de nouvelles règles ou disciplines du GATT pour garantir la libéralisation des échanges agricoles.

- Une entente sur des mesures spécifiques d'élimination graduelle des barrières à la commercialisation des produits agricoles, des mesures de subventionnement et de toutes les autres mesures qui ont un effet négatif sur le commerce international des produits agricoles.

- L'acceptation de principes visant à empêcher la perturbation des marchés mondiaux pendant le processus de limitation ou de réduction des excédents structurels.

Les ministres rappellent l'applicabilité aux négociations sur l'agriculture du principe du traitement différencié et plus favorable enchâssé dans l'Accord général et ses instruments, ainsi que dans la Déclaration ministérielle de Punta del Este.

Les ministres conviennent que le Sommet économique de Venise donne aux grandes puissances économiques une importante possibilité de s'engager à réduire toutes les subventions et autres mesures qui ont une incidence négative sur les échanges agricoles internationaux, et à promouvoir la négociation d'une libéralisation du commerce des produits agricoles pendant la Ronde Uruguay.

Les ministres félicitent le Premier ministre du Canada, le très honorable Brian Mulroney, d'avoir fait inscrire l'agriculture comme point important à l'ordre du jour du Sommet économique tenu à Tokyo en 1986.

Les ministres espèrent que le Premier ministre Mulroney acceptera de jouer le même rôle au Sommet économique de Venise en y faisant valoir l'importance que le Groupe attache à ce que les membres du Sommet s'engagent à traiter d'urgence de la nécessité d'engager rapidement une réforme du commerce des produits agricoles.

Les ministres félicitent le gouvernement du Canada d'avoir convoqué cette réunion et le remercient pour son hospitalité.

La prochaine réunion ministérielle se tiendra en Argentine à une date à déterminer selon l'évolution de la situation.

Ottawa, le 23 mai 1987